grand intérêt des gens qui veulent venir au Canada légalement et des contribuables canadiens.

[Traduction]

M. Orlikow: Monsieur le Président, pour le député, tous ceux qui s'opposent à l'adoption de ce projet de loi font partie d'une coalition libéralo-socialiste. Parmi les adversaires du projet de loi dans sa version initiale aussi bien que modifiée, il y a la Conférence des évêques catholiques du Canada, le Conseil canadien des églises, l'Église anglicane, l'Église unie, l'Église presbytérienne, l'Armée du salut et le *Mennonite Central Committee*. Le député range-t-il les dirigeants de tous ces organismes parmi cette coalition libéralo-socialiste?

J'ai également une observation à faire à propos du terroriste qui est maintenant menacé d'expulsion. Le député ignore-t-il que toute personne qui veut immigrer ou se réfugier au Canada doit répondre à certaines questions dont celle de savoir si elle a déjà été reconnue coupable d'un délit criminel et emprisonnée à ce titre? Dans l'affirmative, on lui refuse automatiquement le droit de séjour.

Le terroriste en question a menti sur sa situation. Il n'a pas révélé aux responsables de la sécurité chargés d'examiner son dossier le fait qu'il avait pris part à une activité terroriste pour laquelle il a été arrêté, accusé, reconnu coupable et condamné.

Il a le droit d'être entendu, bien sûr, mais il a enfreint la loi. Il a menti et ne peut évidemment pas demeurer au Canada. Je doute que, quelle que soit son allégeance, une personnalité politique responsable oserait prétendre que cette personne devrait pouvoir rester ici. Pourquoi le député reproche-t-il à des députés de mon parti comme de tous les autres partis d'avoir réclamé qu'on expulse cet homme au plus vite?

[Français]

M. Fontaine: Monsieur le Président, le député de Winnipeg-Nord (M. Orlikow) a posé deux questions. La première concerne les représentations des différentes fédérations d'églises canadiennes. Et j'étais ici sur la Colline parlementaire l'été dernier et j'ai participé à l'audition des représentations de ces différentes églises canadiennes. On s'est aperçu qu'il y avait un fort lobby de la coalition libérale socialiste, un fort lobby qui contenait beaucoup d'informations qui n'étaient pas complètes concernant notre projet de législation. Et lorsque les gens de ces différentes églises ont eu la possibilité de nous entendre, nous les députés conservateurs, ils ont modifié leur position et ils comprennent maintenant notre projet de loi. Et les seuls qui s'objectent maintenant, à part quelques exceptions, ce sont les membres de la coalition libérale socialiste qui est ici.

Et en ce qui concerne votre deuxième point, vous m'avez parlé d'un réfugié du nom de M. Mohammad. Ce n'est pas un réfugié, c'est un immigrant qui a fait de fausses déclarations.

Et le fait que le député de Winnipeg-Nord m'ait parlé de cet immigrant, cela m'oblige à lui poser la question à nouveau: Où

Immigration—Loi

se tient son chef, où se tient son parti, qui demandent de maintenir le droit de réclamation du statut de réfugié même s'il s'agit d'un terroriste, d'un terroriste qui vient au pays. Le député de Winnipeg-Nord n'a pas répondu à cette question-là et c'est ce que l'on voulait avoir: une réponse et une prise de position de son chef, le camarade d'Oshawa (M. Broadbent).

Le président suppléant (M. Paposki): La période des questions et commentaires est terminée. Débat. L'honorable député de Winnipeg-Nord (M. Orlikow) a la parole.

● (1620)

[Traduction]

M. Orlikow: Monsieur le Président, tout projet de loi sur l'immigration ou les réfugiés présenté par n'importe quel gouvernement devrait donner lieu à un vigoureux débat parce que les Canadiens sont divisés sur ces questions comme sur d'autres. Il n'est pas étonnant, quand il y a plus d'un million de chômeurs au Canada, que de nombreux Canadiens pensent que nous avons accepté trop d'immigrants. Ils estiment qu'il faut dans une certaine mesure imputer à cette politique le problème du chômage. Ceux qui le croient refusent de tenir compte des nombreuses études qui révèlent que les immigrants suscitent plus d'avantages que d'inconvénients au Canada et que l'immigration n'est pour rien dans le nombre élevé de chômeurs. Certaines gens, dont l'ancien juge en chef de la Cour suprême de la Colombie-Britannique ainsi qu'un ancien haut fonctionnaire au ministère de l'Immigration, se sont opposés à la mesure législative adoptée dans les années 60 et à la loi actuellement en vigueur, car aux termes de ces mesures et de leurs règlements d'application, un nombre important d'immigrés ou de réfugiés au Canada sont des personnes de couleur et ils croient donc, mais je suis entièrement en désaccord avec eux, que nous devrions préserver ce qu'ils appellent la civilisation des Blancs.

Je ne suis pas étonné qu'il y ait de longs débats, parfois chargés d'émotions, chaque fois qu'il est question de modifier nos lois en matière d'immigration. Expliquons-nous. Le projet de loi que le gouvernement actuel a présenté il y a des mois a été analysé, discuté et débattu à fond par des milliers de Canadiens. Chose certaine, de nombreux organismes représentant des millions de Canadiens se sont opposés aux dispositions de ce projet de loi et à ses objectifs lors de sa présentation et ils ont répété les mêmes objections quand le projet de loi a été débattu au Sénat. Ils approuvent en général les modifications proposées au Sénat mais rejetées entièrement par le gouvernement. Comme je l'ai déjà dit, je n'ai jamais vu durant les 25 ans où j'ai siégé ici pareilles réactions et opposition unanimes à ce projet de loi comme celles que nous avons constatées l'an dernier. Je voudrais énumérer les noms de certaines associations qui s'y opposent.